Diplomatie régionale : Bassirou Diomaye Faye attendu à Bamako pour une visite placée sous le signe de la solidarité

MALI

1982

L'information est l'oxygène des temps modernes LUNDI 27 Juillet 2026

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



99e anniversaire de la fondation de l'Armée populaire de libération de Chine La Chine réaffirme son engagement pour la paix et renforce son partenariat stratégique avec le Mali



Union africaine des télécommunications : Le Mali reconduit au Conseil d'administration de l'UAT



Gouvernance du secteur de la sécurité : WANEP-Mali et DCAF-Mali renforcent leur partenariat stratégique

Sommaire







UNE /

99e anniversaire de la fondation de l'Armée populaire de libération de Chine :La Chine réaffirme son engagement pour la paix et renforce son partenariat stratégique avec le Mali — P 04

BRÈVES /

Coopération Mali–Maroc : Le Complexe Mohammed VI de Sébénicoro, un investissement stratégique pour la jeunesse malienne — P 11

Jeux du Commonwealth Glasgow 2026 : Le Cameroun affiche ses ambitions sur la scène sportive internationale — P 11

BAMEX 2026 : Le Mali lance la deuxième édition — P 12

20ème CA de l'ONEF : De résultats tangibles enregistrés ! — P 13

ACTUALITÉ /

Union africaine des télécommunications : Le Mali reconduit au Conseil d'administration de l'UAT — P 16

POLITIQUE /

Gouvernance du secteur de la sécurité : WANEP-Mali et DCAF-Mali renforcent leur partenariat stratégique — P 18

Diplomatie régionale : Bassirou Diomaye Faye attendu à Bamako pour une visite placée sous le signe de la solidarité — P 20

CULTURE & SOCIETÉ /

Mali : Le gouvernement et la société civile renforcent leur partenariat pour promouvoir la citoyenneté — P 23

INTERNATIONAL /

Sénégal: Le préfet de Mbour interdit une opération de vente de cartes d'adhésion de Pastef — P 25

La guerre en Ukraine : « la bataille de Crimée », vue depuis la Crimée et l'encouragement officiel des crimes de guerre par le groupement de Macron (Partie I) — P 26

SPORT /

Coupe du monde de Vovinam : Le Mali réalise un exploit historique avec 26 médailles — P 37

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège: Rue du Gouverneur Bo2] Immeuble Baye Niass – Faladié Bamako – Mali]
Email: ampikle@gmail.com
Site Web: www.malikile.com
Contacts: +223 70 44 22 23

- **Gérant:** Moctar Saw
- **Rédacteur en Chef:**
- **Rédaction Générale:** Moctar Saw, Karamoko B. Kelta, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick Wago, Maffenin Diarra, Bockoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa Ly, journaliste correspond à Dakar
- **Service Commercial:** Youssouf Diarra
- **Secrétariat:** Fatou Sissako

COMMUNIQUE DE PRESSE DE LA 95e SESSION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITE TENUE LE MARDI 12 MAI 2026

La Banque Malienne de Solidarité (BMS-SA) a tenu, le mardi 12 mai 2026, la 95e session de son Conseil d'Administration à son siège sis à Hamdallaye ACI-Bamako, sous la présidence de Monsieur Yéhia Ag Mohamed ALI.

Cette session, principalement consacrée à l'examen et à l'arrêté des comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2025, a abordé plusieurs points inscrits à l'ordre du jour, notamment :

- **Rapport sur l'état d'exécution du budget au 31/12/2025 ;**
- **Rapport d'activité 2025 de la Direction Générale au Conseil d'Administration ;**
- **Rapport des Commissaires aux Comptes au Conseil d'Administration au titre de l'exercice 2025;**
- **Arrêté des états financiers et proposition d'affectation du résultat de l'exercice 2025.**

Dans un environnement bancaire marqué par des contraintes persistantes sur la liquidité et un contexte monétaire exigeant au sein de l'UEMOA, la BMS-SA a su consolider sa position parmi les acteurs majeurs du secteur bancaire malien grâce à une stratégie fondée sur la proximité, l'innovation et la maîtrise des risques.

Les performances enregistrées au terme de l'exercice 2025 traduisent la pertinence des orientations stratégiques engagées par la Banque ainsi que la confiance croissante de sa clientèle et de ses partenaires.

À la clôture de l'exercice 2025, **le total du bilan ressort à plus de 2 006 milliards de FCFA**, soit une progression de 18,05 % par rapport à l'exercice précédent.

Les emplois à la clientèle ont atteint 970 milliards de FCFA, enregistrant une hausse de 4 %, traduisant la volonté de la Banque d'accompagner durablement les acteurs économiques et de soutenir le financement de l'économie nationale.

Les ressources collectées auprès de la clientèle ont atteint 1 013 milliards de FCFA, en progression soutenue d'environ 28 %, témoignant de la confiance renouvelée des clients et partenaires envers la BMS-SA.

Aussi, l'exercice 2025 a été marqué par une accélération de la transformation digitale de la BMS-SA. La Banque a poursuivi le déploiement de solutions innovantes et de services financiers modernes, notamment avec l'ouverture à la clientèle du Système de Paiement Instantané (SPI) de la BCEAO, afin d'offrir à sa clientèle une expérience bancaire plus fluide, plus sécurisée et davantage accessible.

À l'issue des travaux, le Président du Conseil d'administration a remercié les Administrateurs pour leurs contributions de qualité et a adressé ses félicitations à la Direction Générale ainsi qu'à l'ensemble du personnel pour leur engagement. Il a également exprimé sa reconnaissance aux clients, partenaires et actionnaires pour leur confiance et leur soutien constant.

La BMS-SA réaffirme ainsi son ambition de consolider son rôle de banque de référence au service du développement économique et social du Mali.

Le Président du Conseil d'Administration de la BMS-SA

M. Yéhia Ag Mohamed ALI

99e anniversaire de la fondation de l'Armée populaire de libération de Chine La Chine réaffirme son engagement pour la paix et renforce son partenariat stratégique avec le Mali



L'ambassadeur de Chine au Mali, Li Xiang, a organisé, le vendredi 24 juillet 2026 à Bamako, une réception à l'occasion du 99e anniversaire de la fondation de l'Armée populaire de libération (APL) de Chine. La cérémonie a réuni plusieurs personnalités maliennes, notamment le général de corps d'armée Ismaël Wagué, ministre de la Réconciliation, de la Paix et de la Cohésion nationale, le général de division Oumar Diarra, ministre délégué auprès du ministre de la Défense et des Anciens Combattants, Redouwane Ag Mohamed Ali, ministre-commissaire à la Sécurité alimentaire, ainsi que des membres du corps diplomatique accrédité au Mali.

Depuis sa création il y a 99 ans, sous la direction du Parti communiste chinois, l'Armée populaire de libération s'est engagée à assurer la sécurité du pays et de son peuple, à défendre la souveraineté, l'unité et l'intégrité territoriale de la Chine, tout en contribuant à la promotion de la paix et de la stabilité dans le monde.

Dans son allocution, l'attaché militaire de Chine au Mali, Xu Tie, a souligné que le monde est confronté à des mutations profondes, marquées par la montée du terrorisme, des conflits régionaux, de la criminalité transnationale ainsi que d'autres menaces sécuritaires, traditionnelles et non traditionnelles. Selon lui, ces défis compromettent la paix et le développement.

Face à cette situation, a-t-il rappelé, le président chinois Xi Jinping a lancé plusieurs initiatives majeures, notamment l'Initiative pour le développement mondial, l'Initiative pour la sécurité mondiale, l'Initiative pour la civilisation mondiale et l'Initiative pour la gouvernance mondiale. Ces propositions visent à promouvoir le développement, renforcer la sécurité collective, favoriser le dialogue entre les civilisations et améliorer la gouvernance mondiale.

Prenant la parole, l'ambassadeur Li Xiang a insisté sur l'attachement indéfectible de la Chine au développement pacifique.

« La primauté de la paix est inscrite dans l'ADN de la nation chinoise. Au cours de son histoire, la Chine n'a jamais colonisé ni envahi d'autres pays. Depuis la fondation de la République populaire de Chine, nous avons proposé les Cinq principes de la coexistence



pacifique. En plus de 70 ans, la Chine n'a déclenché aucune guerre et n'a jamais occupé un seul pouce du territoire d'un autre pays. Elle est le seul État au monde à avoir inscrit le développement pacifique dans sa Constitution et le seul parmi les cinq États dotés de l'arme nucléaire à s'engager à ne jamais être le premier à utiliser cette arme. La Chine n'a jamais emprunté la voie du colonialisme et n'empruntera jamais celle de l'hégémonie. Le développement pacifique constitue un engagement solennel », a déclaré le diplomate chinois.

Évoquant les relations sino-maliennes, Li Xiang a rappelé que depuis l'établissement des relations diplomatiques, il y a 66 ans, les deux pays entretiennent une coopération fondée sur la confiance, la solidarité et le respect mutuel.

« La Chine et le Mali sont de bons frères et de bons partenaires. Nous nous soutenons mutuellement sur les questions liées à la souveraineté, à la sécurité et au développement, tout en renforçant notre coopération dans les enceintes multilatérales. Notre coopération pragmatique, notamment dans le domaine sécuritaire, a produit des résultats importants. La Chine continuera, dans la mesure de ses capacités, à accompagner le Mali dans le renforcement de ses capacités de défense et à soutenir ses efforts de modernisation selon ses réalités nationales. Nous nous opposons au terrorisme sous toutes ses formes et continuerons d'appuyer le Mali dans la préservation de sa souveraineté, de sa sécurité et de ses intérêts de développement, afin de hisser le partenariat stratégique sino-malien à un niveau encore plus élevé », a-t-il affirmé.

Pour sa part, le général de division Oumar Diarra, ministre délégué auprès du ministre de la Défense et des Anciens Combattants, a salué l'excellence des relations entre le Mali et la Chine, entretenues depuis plus de six décennies. Il a particulièrement mis en avant l'appui constant de Pékin dans le renforcement des capacités des Forces armées maliennes, à travers des formations dispensées chaque année dans plusieurs domaines.

Au nom du Président de la Transition, le général d'armée Assimi Goïta, il a exprimé le souhait de voir cette coopération exemplaire se consolider davantage, au bénéfice des peuples malien et chinois.

Ibrahim Sanogo

- Fadigui Keita

On attend la liste des 50 députés qui devraient rejoindre le nouveau parti présidentiel. Le règlement de l'assemblée est clair. Ils vont perdre leur mandat et leurs postes reviendront au parti pastef. Humm, imaginons nos DG et anciens ministres devenir députés.

- Radio Ifrikya Fm

DIPLOMATIE

Algérie : Ahmed Attaf reçoit l'Ambassadeur du Mali

Le Ministre d'État algérien, ministre des Affaires étrangères, #Ahmed_Attaf, a reçu ce samedi l'ambassadeur du #Mali en #Algérie, #Mohamed_Amaga_Dolo, qui «lui a rendu une visite de courtoisie à l'occasion de la reprise de ses fonctions», indique le MAE algérien dans un communiqué.

Cette rencontre «s'inscrit dans le cadre de la #dynamique positive qui anime les #relations de #bon_voisinage et de #fraternité entre les deux pays», abordant les voies et moyens de les renforcer et de les consolider davantage».

#ifrikya #IFRIKYAfm #partenariat #Algérie_Mali



- Bacary Camara

Misere du journalisme ou le journalisme de la misère.

Ceux qui parlent au nom des journalistes- en grande tenue d'apparat- ou qui plastronnent sur des plateaux de Télévision vivent- ils vraiment la vie réelle des journalistes?

Des journalistes qui sont plutôt condamnés tous les jours a faire la manche pour prendre un telimani, faire la manche pour manger, faire la manche pour se soigner, faire la manche pour payer ses charges locatives.Excusez du peu.

B.CAMARA, Phenix..



- Amis qui aiment Aissata TALL SALL

On nous appelait le pays de la téranga, de la sagesse, de la stabilité.

Aujourd'hui le fondement craque. La démocratie ne se résume pas à un bulletin tous les 5 ans. Quand l'injure remplace le débat, quand on appelle à la violence et à la mort, quand on piétine des vies… on n'avance plus, on recule.

Il est temps de faire une pause. De regarder les choses clairement. De préserver la paix avant tout.

Le Sénégal mérite mieux.#senegal Non à la discours de haine et la division montée pour des intérêts personnels. Stop au discours qui enjolivent la situation pour attisser la haine et la divergence au profit de leur propre intérêt personnel. =chercher la vérité, nommer les complicités, dénoncer quand le pouvoir oublie ses promesses.

L'idéal démocratique est fragile. Alors agissons.

- #Sénégal #SociétéCivile #Démocratie #LibertéDexpresion #CitoyenEngagé

-— optimiste, à Genève, canton de Genève, Suisse.



- Ibrahim Guindo

RAM (ROYAL AIR MERDIQUE) :

Le Nigeria menace de suspendre la compagnie aérienne Royal Air Maroc en raison de « graves » manquements dans la gestion des bagages et de nombreux litiges avec les clients nigérians.

L'autorité civile aérienne du Nigeria accuse également « l'insolence inacceptable » des responsables marocains qui refusent toute discussion. Abuja appelle même ses ressortissants à privilégier d'autres compagnies africaines, dont Air Algérie, qui monte en puissance sur le continent.



- Fadigui Keita

Ils ont l'appareil d'Etat, mais le PASTEF a l'appareil populaire. 2029 sera riche. La démocratie va triompher.

- Awa Sylla

Donc 7 ans ont déjà passé.

L'autre du Sénégal doit apprendre avec celui de la Côte d'Ivoire avant ca soit trop tard pour lui.



- Papou Ka Papou

Une seule facture d'hôpital peut effacer 5 ans d'économie.

Soyons humble.

- Bacary Camara

Actualité du Forum..

Le Samedi 25 juillet 2026, au Quartier Général de l'Assinisme, sis à Boulkassoumbougou, en face de l'INPS, le Président du Forum des Organisations de la Société Civile du District de Bamako, Monsieur Lamine Coulibaly, a pris part à la cérémonie de lancement officiel des activités du Comité Scientifique de la Doctrine Panafricaine de l'Assinisme.

Cette participation s'inscrit dans le cadre des hautes instructions de Diamana Tigui, qui a bien voulu lui accorder sa confiance en le désignant pour le représenter dignement au sein de la délégation à cet événement de grande portée.

A cette occasion, la présentation officielle de Diamana Tigui a été assurée par Monsieur Mahamane Niaré, marquant un moment fort empreint de reconnaissance, mettant en lumière la vision et le leadership portés.

Le president Lamine Coulibaly, dont l'engagement constant, le sens élevé du devoir citoyen et le dynamisme sont unanimement salués, continue d'insuffler une nouvelle dynamique au Forum. Sous son leadership, le Forum s'affirme davantage comme un acteur crédible, structuré et incontournable de la société civile, résolument engagé en faveur de la cohésion sociale, de la mobilisation citoyenne et du développement durable.

Le Forum des Organisations de la Société Civile du District de Bamako adresse ses sincères remerciements à l'ensemble des organisations présentes pour leur forte mobilisation et leur engagement en faveur des idéaux panafricains.

Il exprime également sa profonde gratitude à Diamana Tigui, Monsieur Mohammed Niaré,

pour la confiance placée en son Président.

Cette participation illustre, une fois de plus, la volonté du Forum de demeurer un partenaire actif des grandes initiatives nationales et panafricaines, dans un esprit d'unité, de responsabilité et d'action collective.

Cellule de communication du Forum..



RADIO KOUNAFONI

Webradio panafricaine francophone — Washington, D.C.

LA VOIX DE LA DIASPORA FRANCOPHONE AFRICAINE

Actualités · Analyse géopolitique · Débats sur le Sahel, l'Afrique et la diaspora

Au service des communautés francophones et africaines des États-Unis, d'Europe et du monde entier.

ÉCOUTEZ-NOUS EN DIRECT — radiokounafoni.org

AUSSI SUR VOTRE IPHONE

Ouvrez l'App Store, recherchez « Radio Kounafoni » dans votre application radio préférée et ajoutez-nous à vos favoris pour nous écouter partout, à tout moment.

DISPONIBLE SUR LES PLATEFORMES MONDIALES

myTuner Radio · FM Radio Free · Radioline

mytuner-radio.com · fmradiofree.com · radioline.co

Rejoignez la communauté, partagez le lien autour de vous et faites entendre la voix de la diaspora francophone africaine.

#RadioKounafoni #DiasporaAfricaine #DiasporaFrancophone #Sahel #ActuAfrique #MédiasAfricains #WashingtonDC #Webradio #AfriqueUSA

radiokounafoni.org · kounafoni26@gmail.com · +1 (240) 640-2302

Coopération Mali-Maroc : Le Complexe Mohammed VI de Sébénicoro, un investissement stratégique pour la jeunesse malienne



Le Complexe de Formation Professionnelle Mohammed VI de Sébénicoro a accueilli, le vendredi 24 juillet 2026, une visite de haut niveau marquant une étape importante dans le renforcement de la coopération entre la République du Mali et le Royaume du Maroc. La délégation était conduite par Son Excellence Monsieur Nasser BOURITA, Ministre des Affaires étrangères, de la Coopération africaine et des Marocains résidant à l'Étranger du Royaume du Maroc, et Son Excellence Monsieur Abdoulaye DIOP, Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale de la République du Mali, en présence de Madame Oumou SALL SECK, Ministre de l'Entrepreneuriat national, de l'Emploi et de la Formation professionnelle.

Accompagnés des ambassadeurs des deux pays et de leurs collaborateurs, les ministres ont parcouru les différents plateaux techniques du complexe, dédiés notamment aux métiers du BTP, de l'hôtellerie, du tourisme et de la restauration, couvrant 21 filières de formation professionnelle.

À cette occasion, Son Excellence Monsieur Nasser BOURITA a rappelé que, sur Très Hautes Instructions de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu L'Assiste, ce complexe, entièrement construit, financé et équipé par la Fondation Mohammed VI, a été mis à la disposition de la République du Mali. Véritable illustration d'une coopération Sud-Sud concrète, l'établissement accueillera près de 1 000 jeunes dès la prochaine rentrée.

Madame Oumou SALL SECK a salué ce geste de haute portée, exprimant la reconnaissance du Gouvernement du Mali à Sa Majesté le Roi Mohammed VI. Elle a souligné que cette infrastructure constitue un investissement stratégique dans le capital humain, destiné à renforcer l'employabilité des jeunes et à soutenir l'entrepreneuriat. Elle a également rendu hommage à l'engagement de Son Excellence Monsieur Abdoulaye DIOP dans le renforcement des relations bilatérales, avant de réaffirmer que, sous la Très Haute Autorité de Son Excellence le Général d'Armée Assimi GOÏTA, Président de la Transition, Chef de l'État, le développement des compétences et la formation professionnelle demeurent des priorités majeures du Gouvernement. Cette visite confirme ainsi la volonté commune du Mali et du Maroc de faire de la formation professionnelle un puissant levier de développement et de création d'emplois pour la jeunesse

Fatou Sissoko

Jeux du Commonwealth Glasgow 2026 : Le Cameroun affiche ses ambitions sur la scène sportive internationale



La 23e édition des Jeux du Commonwealth a été officiellement lancée le 23 juillet 2026 à Glasgow, en Écosse, à l'occasion d'une cérémonie d'ouverture grandiose organisée à l'OVO Hydro. Devant des milliers de spectateurs, les délégations des 74 nations et territoires membres du Commonwealth ont défilé dans une ambiance festive, célébrant les valeurs de solidarité, d'amitié et d'excellence sportive.

Le Cameroun a marqué sa présence à cet événement majeur avec une délégation conduite par Son Excellence Félix Mbayu, Ministre délégué auprès du Ministre des Relations extérieures, chargé de la Coopération avec le Commonwealth. Les athlètes camerounais ont fièrement défilé aux côtés des autres délégations, réaffirmant l'attachement du pays aux idéaux du Commonwealth et à la promotion du sport comme vecteur de rapprochement entre les peuples.

La cérémonie a également mis en lumière le riche patrimoine culturel écossais à travers des prestations artistiques, des performances musicales et des effets visuels spectaculaires. L'un des temps forts de la soirée a été l'arrivée de Sa Majesté le Roi Charles III, Chef du Commonwealth, accompagné de Sa Majesté la Reine Camilla. Le souverain a officiellement déclaré ouverts les Jeux de Glasgow 2026.

Autre moment symbolique de cette cérémonie, chaque nation participante a remis son bâton personnalisé, marquant l'aboutissement du King's Baton Relay, lancé en juillet 2026 en prélude aux Jeux et incarnant l'esprit d'unité qui caractérise le Commonwealth.

Pour cette édition, le Cameroun est engagé dans cinq disciplines : l'athlétisme, le judo, le para-athlétisme, le para-powerlifting et l'haltérophilie. Fort de son expérience et de ses performances lors des précédentes éditions, le pays nourrit de légitimes ambitions de médailles. Les athlètes camerounais entendent ainsi défendre les couleurs nationales avec détermination et contribuer à renforcer le rayonnement du Cameroun sur la scène sportive internationale.

Arouna Sidibé

BAMEX 2026 : Le Mali lance la deuxième édition



Le Gouvernement du Mali a officiellement lancé les préparatifs de la deuxième édition du Salon international de la Défense et de la Sécurité de Bamako (BAMEX 2026), à l'occasion d'une conférence de presse tenue le jeudi 23 juillet 2026. La cérémonie était présidée par le Ministre délégué auprès du Ministre de la Défense et des Anciens Combattants, en présence de plusieurs membres du Gouvernement, dont Son Excellence Monsieur Abdoulaye DIOP, Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, ainsi que les ministres en charge de la Sécurité, de la Jeunesse et de la Culture.

Prévu du 9 au 13 novembre 2026 à Bamako, BAMEX 2026 s'inscrit désormais comme un rendez-vous majeur de la diplomatie de défense du Mali. Cette rencontre internationale offrira un cadre privilégié d'échanges, de dialogue et de partenariats autour des innovations technologiques, des solutions de sécurité et des défis contemporains liés à la défense, dans une dynamique de promotion d'une sécurité collective et partagée.

Revenant sur le succès de la première édition, organisée en 2025, le Ministre délégué a mis en avant les acquis enregistrés et l'ambition du Gouvernement d'élargir davantage la participation internationale. Outre la République de Türkiye, partenaire historique de l'événement, le Mali entend accueillir, pour cette nouvelle édition, plusieurs pays, notamment la Fédération de Russie, les États-Unis d'Amérique, la République d'Azerbaïdjan et la République du Soudan.

Au cours des échanges avec la presse, les membres du Gouvernement ont réaffirmé la capacité du Mali à organiser des manifestations internationales dans des conditions optimales de sécurité. Ils ont également insisté sur la consolidation d'un partenariat gagnant-gagnant fondé sur les principes de la gouvernance de l'action extérieure du Mali, la volonté des plus hautes autorités d'assurer souverainement le destin du pays, ainsi que la résilience nationale face aux défis sécuritaires. Les intervenants ont enfin salué les efforts des Forces de défense et de sécurité du Mali et de la Confédération des États du Sahel (AES), dont l'engagement contribue au renforcement de la stabilité régionale et à la réussite de cette ambition stratégique.

Fatou Sissoko

20ème CA de l'ONEF : De résultats tangibles enregistrés !



Le Ministre de l'Entrepreneuriat national, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, Mme Oumou Sall Seck a présidé le jeudi 23 juillet 2026, la cérémonie d'ouverture de la 20ème session du conseil d'administration de l'observatoire national de l'emploi et de la formation. C'était en présence des membres de son cabinet, du directeur général de l'observatoire national de l'emploi et de la formation (ONEF), des administrateurs et des travailleurs de l'ONEF.

Au menu de cette session : l'examen et l'adoption du procès-verbal de la 19ème session ordinaire du conseil d'administration, l'examen du niveau de mise en œuvre des recommandations issues de la 19e Session ordinaire, l'examen et l'adoption du rapport d'activités au 31 décembre 2025, l'examen et l'adoption du rapport financier au 31 décembre 2025, l'examen et l'adoption du rapport du Commissaire aux comptes au titre de l'exercice 2025, l'examen et l'adoption du compte de gestion de l'exercice 2025, l'examen et l'adoption du rapport d'activités à mi-parcours de l'année 2026, l'examen et l'adoption du rapport financier à mi-parcours de l'année 2026.

Faudrait-il rappeler que l'ONEF occupe une place stratégique dans notre dispositif national de promotion de l'emploi et du développement des compétences. Par ses travaux d'observation, d'analyse et de veille, il fournit aux pouvoirs publics des informations fiables et pertinentes sur le marché du travail, indispensables à l'élaboration, au suivi et à l'évaluation des politiques publiques en matière d'emploi et de formation professionnelle., Dans un contexte marqué par les défis de l'insertion professionnelle des jeunes, de l'adéquation entre la formation et les besoins du marché de l'emploi, ainsi que de la transformation de notre économie, les missions de l'ONEF revêtent une importance toute particulière.

Dans son intervention, le Ministre de l'Entrepreneuriat national, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, Mme Oumou Sall Seck a mis le curseur les résultats tangibles enregistrés au titre de l'exercice 2025. En effet, le rapport d'activités fait ressortir un taux de réalisation de 75,7 %, tandis que le rapport financier indique un taux d'exécution réel de 95,5 %, sur la base d'un taux de mobilisation des ressources de 55,5 %. « Parmi les principales réalisations de l'ONEF en 2025, je voudrais citer notamment :

l'élaboration du Rapport national sur l'emploi 2025, la production du Rapport annuel d'analyse situationnelle du marché du travail 2025, la réalisation de l'étude sur l'impact du coût du travail sur la création d'emplois au Mali, la réalisation de l'étude sur les besoins en main-d'œuvre des entreprises du secteur formel et la réalisation de l'étude sur les potentialités de création d'emplois dans la filière mangue au Mali. Ces résultats, illustrent les efforts consentis par le Directeur général et l'ensemble du personnel de l'ONEF pour mettre à la disposition des décideurs des données fiables, utiles à une meilleure prise de décision », a-t-elle précisé.

En outre, le ministre Oumou Sall Seck dira que s'agissant de l'exercice 2026, l'Observatoire a programmé 41 activités. « À la date du 30 juin 2026, 5 activités étaient entièrement réalisées et 21 autres étaient en cours d'exécution, avec un taux d'exécution budgétaire de 81,5 %, sur la base d'un taux de mobilisation des ressources de 28,3 % du budget prévisionnel. Il convient de prendre note de ces résultats à mi-parcours qui devront être consolidés afin d'assurer l'atteinte des objectifs fixés pour l'année », a-t-elle dit, avant d'exhorter le personnel de l'ONEF à accélérer la dynamique afin de renforcer davantage le rôle de l'Observatoire comme instrument d'aide à la décision au service de l'emploi, de la formation professionnelle et du développement économique de notre pays.

Ibrahim Sanogo



Maison de la Presse

MP

Appel à la responsabilité et à l'unité nationale en période de crise

La Maison de la Presse du Mali suit avec une attention particulière et une profonde préoccupation l'évolution de la situation nationale au cours des dernières vingt-quatre heures.

En ces moments de grande incertitude, où chaque mot peut devenir un rempart ou un incendie, la Maison de la Presse rappelle à l'ensemble des acteurs des médias, presse écrite, audiovisuelle, médias en ligne et radios de proximité, leur responsabilité historique devant la Nation.

La liberté d'informer, pilier de notre souveraineté, ne saurait s'affranchir, en période de crise, des impératifs de sécurité nationale et de cohésion sociale. En conséquence, la Maison de la Presse lance un appel pressant aux professionnels des médias pour :

La Certification de l'Information : S'abstenir rigoureusement de relayer des informations non vérifiées, des rumeurs ou des contenus provenant de sources anonymes susceptibles de semer la confusion ou de troubler l'ordre public.

La Culture de l'Apaisement : Privilégier les contenus qui favorisent l'unité nationale et le dialogue social. Notre rôle est d'éclairer le citoyen, non de nourrir les antagonismes.

La Vigilance Numérique : Redoubler de prudence sur les réseaux sociaux afin de ne pas devenir, même involontairement, les vecteurs de la désinformation ou de discours de haine.

La Maison de la Presse rappelle que les médias, dans un contexte de crise peuvent être le meilleur des remèdes pour la paix ou le pire des poisons pour la stabilité. Aujourd'hui plus que jamais, choisissons le remède.

La Maison de la Presse exprime sa solidarité avec les journalistes sur le terrain et les invite à la plus grande prudence dans l'exercice de leur mission. Elle reste mobilisée pour la défense d'une presse libre, responsable et engagée pour un Mali uni et stable.

Fait à Bamako, le 26 avril 2026

Le Président

MAISON DE LA PRESSE
Le President

El Hadj Bandiougou DANTE,
Chevalier de l'Ordre National

Contact : Président 66 72 39 96/76 13 29 84 – Assistante 66 71 81 44 - Administrateur Délégué 66 79 08 13

Union africaine des télécommunications : Le Mali reconduit au Conseil d'administration de l'UAT



Abuja (Nigeria), 24 juillet 2026 – La République du Mali a été réélue au Conseil d'administration de l'Union africaine des télécommunications (UAT), à l'issue de la 7e Conférence des plénipotentiaires de l'organisation, tenue les 23 et 24 juillet 2026 à Abuja, en République fédérale du Nigeria. Cette réélection traduit la confiance renouvelée des États membres envers le Mali et consolide sa position dans la gouvernance continentale du secteur des télécommunications et du numérique.

Le Mali était représenté à ces assises par le Ministre de la Communication, de l'Économie numérique et de la Modernisation de l'Administration, M. Alhamdou AG ILYENE, qui a conduit une délégation nationale mobilisée autour de la candidature malienne. La conférence, précédée de plusieurs réunions techniques et consultations préparatoires, avait pour objectif principal le renouvellement des principales instances dirigeantes de l'Union, notamment l'élection du Secrétaire général et des membres du Conseil d'administration.

À l'issue de quatre tours de scrutin particulièrement disputés, les États membres ont porté leur choix sur M. Mwale Kezias Kazumba, de la République de Zambie, pour assurer les fonctions de Secrétaire général de l'Union africaine des télécommunications. Cette élection reflète la dynamique démocratique qui anime l'organisation et témoigne de l'importance stratégique accordée par les pays africains au développement des télécommunications, du numérique et de la transformation digitale du continent.

Concernant le Conseil d'administration, la réélection du Mali est



intervenue après d'intenses consultations diplomatiques et de longues négociations entre les États membres. Ce résultat est le fruit d'une mobilisation soutenue de la délégation malienne, dont les démarches ont permis de fédérer un large soutien autour de la candidature nationale.

Selon les autorités maliennes, cette victoire diplomatique est le reflet du leadership du Ministre Alhamdou AG ILYENE, dont l'engagement personnel et les échanges avec les différentes délégations ont contribué à renforcer la crédibilité du Mali auprès de ses partenaires africains.

Dans son intervention devant la Conférence, le Ministre a réaffirmé l'attachement du Mali aux idéaux de coopération et de solidarité africaines dans les domaines des télécommunications, de l'économie numérique et de la modernisation des administrations publiques. Il a souligné que la confiance renouvelée des États membres constitue une responsabilité que le Mali entend assumer avec rigueur, engagement et esprit de coopération afin de contribuer efficacement au renforcement de la gouvernance de l'UAT.

Le chef de la délégation malienne a également mis en avant la nécessité de promouvoir une intégration numérique plus poussée entre les pays africains, à travers le développement des infrastructures, le partage des innovations technologiques, l'harmonisation des politiques numériques et le renforcement des capacités des États face aux défis de la transformation digitale.

Cette réélection intervient dans un contexte où le numérique s'impose comme un levier essentiel de développement économique, de modernisation des services publics et d'intégration régionale. En conservant son siège au sein du Conseil d'administration de l'Union africaine des télécommunications, le Mali confirme sa volonté de jouer un rôle actif dans l'élaboration des orientations stratégiques de l'organisation et de participer à la construction d'un espace numérique africain plus intégré, plus résilient et plus inclusif.

Au-delà de sa portée institutionnelle, cette réélection constitue une reconnaissance du rôle croissant du Mali dans les instances africaines spécialisées. Elle témoigne de la confiance que les États membres accordent au pays pour contribuer à la définition des politiques continentales en matière de télécommunications et de numérique, au service d'une Afrique davantage connectée, innovante et tournée vers l'avenir.

Moussa Diarra

Gouvernance du secteur de la sécurité : WANEP-Mali et DCAF-Mali renforcent leur partenariat stratégique



Le Réseau ouest-africain pour l'édification de la paix (WANEP-Mali) et le Centre pour la gouvernance du secteur de la sécurité (DCAF-Mali) entendent donner un nouvel élan à leur coopération afin de répondre plus efficacement aux défis sécuritaires auxquels le Mali est confronté. Cette volonté commune s'est traduite par une audience de prise de contact et d'échanges stratégiques entre les responsables des deux organisations.

La délégation de WANEP-Mali, conduite par son Coordinateur national, Mahamady Togola, a été reçue par M. Dramane Yacouba Diallo, Directeur Pays de DCAF au Mali. Cette rencontre s'inscrit dans une dynamique de consolidation des acquis d'un partenariat développé au fil des années et d'identification de nouvelles pistes de collaboration dans le domaine de la gouvernance du secteur de la sécurité.

Les échanges ont permis aux deux institutions de dresser le bilan des actions menées conjointement et d'examiner les perspectives de renforcement de leur coopération face à l'évolution du contexte sécuritaire national et régional. Les discussions ont porté sur plusieurs thématiques majeures, notamment la gouvernance du secteur de la sécurité, la sécurité humaine, le dialogue entre les populations et les acteurs chargés de la sécurité, ainsi que la promotion de la participation des femmes et des jeunes dans les processus de prévention des conflits et de consolidation de la paix.

Pour les responsables des deux organisations, les défis sécuritaires actuels exigent des approches concertées, inclusives et adaptées aux réalités du terrain. Ils ont ainsi souligné la nécessité de renforcer les mécanismes de coopération entre les institutions publiques, les organisations de la société civile et les communautés locales afin de favoriser des réponses plus efficaces, durables et centrées sur les



besoins des populations.

La rencontre a également mis en évidence l'importance de capitaliser sur les expériences acquises au cours des précédentes collaborations. Les deux partenaires ont exprimé leur volonté de mutualiser leurs expertises respectives et de développer des initiatives innovantes en matière de gouvernance démocratique de la sécurité, de prévention des conflits et de promotion de la cohésion sociale.

Cette nouvelle dynamique de coopération repose sur la complémentarité des compétences de WANEP-Mali, reconnu pour son engagement dans l'alerte précoce, la prévention des conflits et la consolidation de la paix, et de DCAF-Mali, spécialisé dans l'accompagnement des réformes du secteur de la sécurité et la promotion de la bonne gouvernance dans ce domaine.

Dans un environnement marqué par des défis sécuritaires complexes, les deux organisations considèrent qu'une gouvernance efficace du secteur de la sécurité passe par une implication accrue des citoyens, un dialogue permanent entre les forces de sécurité et les communautés, ainsi qu'une meilleure prise en compte des préoccupations des femmes et des jeunes dans les politiques publiques.

À travers cette rencontre, WANEP-Mali et DCAF-Mali réaffirment leur engagement à poursuivre une collaboration fondée sur le partage d'expériences, la recherche de solutions innovantes et la construction de partenariats durables. Leur ambition est de contribuer au renforcement de la gouvernance du secteur de la sécurité au Mali et d'accompagner les efforts nationaux en faveur de la paix, de la stabilité et du développement durable.

En consolidant leurs synergies, les deux organisations entendent promouvoir des réponses plus inclusives et plus résilientes face aux enjeux sécuritaires actuels, dans l'intérêt des populations et de la stabilité du Mali.Fatou Sissoko

Yacouba Ongoiba

Diplomatie régionale : Bassirou Diomaye Faye attendu à Bamako pour une visite placée sous le signe de la solidarité



Le président de la République du Sénégal, Bassirou Diomaye Faye, entame ce lundi une visite officielle au Mali où il sera reçu par le président de la Transition, le Général Assimi Goïta. Cette rencontre de haut niveau, annoncée comme une visite d'amitié et de solidarité, intervient dans un contexte régional marqué par des défis sécuritaires, politiques et diplomatiques majeurs en Afrique de l'Ouest.

Selon une source diplomatique, cette mission traduit avant tout la volonté de Dakar de consolider ses relations avec Bamako, tout en réaffirmant son attachement au dialogue entre États voisins. Les deux dirigeants devraient échanger sur plusieurs dossiers d'intérêt commun, notamment le renforcement de la coopération bilatérale, les questions de sécurité, l'intégration régionale ainsi que les perspectives de paix et de stabilité dans l'espace ouest-africain.

Cette visite revêt une importance particulière dans un contexte où les équilibres géopolitiques de la région continuent d'évoluer. Depuis le retrait du Mali de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), aux côtés du Burkina Faso et du Niger, les relations entre Bamako et plusieurs capitales de la sous-région ont connu des périodes de tension. Dans ce paysage diplomatique en pleine recomposition, l'initiative du président sénégalais apparaît comme un geste fort en faveur du dialogue et du maintien de canaux de communication entre les États.

L'arrivée au pouvoir de Bassirou Diomaye Faye, en mars 2024, a marqué l'ouverture d'une nouvelle séquence diplomatique pour le Sénégal, fondée sur le respect de la souveraineté des États, la coopéra-



tion africaine et la recherche de solutions concertées aux crises régionales. Sa visite à Bamako s'inscrit dans cette dynamique et témoigne de la volonté des autorités sénégalaises de privilégier les échanges directs avec leurs partenaires.

Au-delà des questions politiques, les deux pays entretiennent des relations historiques profondément enracinées. Le Sénégal et le Mali partagent des liens culturels, économiques et humains séculaires, renforcés par une importante mobilité des populations et des échanges commerciaux réguliers. Cette proximité constitue un socle solide sur lequel les deux gouvernements entendent poursuivre le développement de leur partenariat.

Les entretiens entre les deux chefs d'État devraient également permettre d'aborder les défis sécuritaires auxquels fait face la région sahélienne. La lutte contre le terrorisme, la criminalité transfrontalière et les trafics illicites demeure une priorité pour les pays de la région, qui cherchent à renforcer leurs mécanismes de coopération malgré les recompositions institutionnelles en cours.

Pour de nombreux observateurs, cette visite constitue un signal politique important. Elle illustre la volonté des deux capitales de préserver des relations bilatérales solides, indépendamment des évolutions du cadre régional. Elle pourrait également contribuer à favoriser un climat d'apaisement et de confiance entre les différents acteurs ouest-africains, à un moment où la stabilité de la région reste un enjeu majeur.

En mettant l'accent sur l'amitié, la solidarité et le dialogue, Bassirou Diomaye Faye et le Général Assimi Goïta envoient un message de coopération à l'ensemble de la sous-région. Cette rencontre pourrait ainsi ouvrir la voie à un approfondissement des relations entre Dakar et Bamako et contribuer aux efforts visant à promouvoir la paix, la sécurité et le développement en Afrique de l'Ouest.

Yacouba Ongoiba

CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE

CANAM

REPUBLIQUE DU MALI

certifiée ISO9001 v.2015

RAMU

Régime d'Assurance Maladie Universelle





La SANTE accessible à CHAQUE Malien

Mali : Le gouvernement et la société civile renforcent leur partenariat pour promouvoir la citoyenneté



Le Centre international de conférences de Bamako (CICB) a servi de cadre à une rencontre de haut niveau entre le ministre de la Jeunesse et des Sports, chargé de l'Instruction civique et de la Construction citoyenne, Abdoul Kassim Fomba, et les représentants des associations, organisations non gouvernementales (ONG) et autres organismes engagés dans la promotion de la citoyenneté au Mali.

Placée sous le signe du dialogue et de la concertation, cette rencontre de prise de contact visait à renforcer la collaboration entre le département ministériel et les acteurs de la société civile. Elle marque une nouvelle étape dans la volonté des autorités de fédérer les initiatives en faveur du civisme, de l'engagement citoyen et du développement communautaire.

S'adressant aux participants, le ministre Abdoul Kassim Fomba a rendu hommage au travail accompli par les organisations présentes sur le terrain. Il les a qualifiées de « partenaires essentiels et stratégiques », saluant leur contribution quotidienne au développement des communautés et à la consolidation des valeurs citoyennes à travers le pays.

Les échanges ont permis d'identifier plusieurs axes prioritaires de coopération. Les parties ont notamment convenu de faire de la citoyenneté une pratique quotidienne, en encourageant des comportements responsables et un engagement accru des citoyens, en particulier des jeunes, dans la vie publique et le développement national.

La rencontre a également mis l'accent sur la nécessité d'une meilleure coordination des interventions afin d'accroître leur efficacité. Le partage des expériences, la valorisation des bonnes pratiques et la mobilisation de ressources supplémentaires en faveur de la jeunesse figurent parmi les priorités retenues pour les prochaines actions communes.

À travers cette initiative, le ministère de la Jeunesse et des Sports entend instaurer un cadre de collaboration durable avec la société civile, convaincu que la promotion des valeurs civiques et citoyennes constitue un levier essentiel pour renforcer la cohésion sociale, le vivre-ensemble et le développement du Mali. Les conclusions de cette rencontre devraient servir de base à la mise en œuvre d'actions concertées au bénéfice des populations et de la jeunesse malienne.

Fatou Sissoko

COMMUNIQUÉ

DE LA BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITÉ-SA

Objet : Renforcement de la Continuité d'Activité - Tests de Robustesse de l'exercice 2025

Dans le cadre de son engagement continu pour assurer la sécurité de ses opérations et marquer notre résilience et conformément aux exigences réglementaires notamment les dispositions de la circulaire numéro 04-2017/CB/C relative à la gestion des risques, la Banque Malienne de Solidarité, société anonyme avec conseil d'administration, au capital social de 68 055 020 000 Fcfa, a mené sur son site de repli délocalisé avec succès ses tests annuels de robustesse sur son Plan de Continuité d'Activité (PCA) pour l'année 2025. Ces exercices, cruciaux pour la stabilité financière, visent à garantir la fiabilité des services essentiels et la protection des actifs de nos clients face à toute perturbation majeure.

Objectifs des tests :

Validation des scénarios : Maintien des fonctions vitales (Paiements (virements, transferts, MAD, activités monétiques, ouvertures de comptes, mise en place de crédit, etc.) et Évaluation de la performance face à des risques opérationnels critiques (incidents cyber, pannes d'infrastructures majeures, etc.).
Ces tests confirment notre capacité à protéger les intérêts de nos clients et visent à renforcer la stabilité financière de la Banque.

1 Description des Tests :

Nos tests incluent des analyses d'impact approfondies et simulent divers scénarios de crise (cyberattaques, pannes majeures, catastrophes naturelles).
Nous vérifions l'efficacité de nos procédures de reprise, la performance de nos infrastructures de secours (sites alternatifs, sauvegardes) et la réactivité de nos équipes.

3 Résultats et Améliorations :

Les tests ont confirmé la réactivité des équipes et la performance de nos infrastructures de secours. Les résultats des tests, documentés et analysés, permettent d'identifier des axes d'optimisation.
Des ajustements seront apportés au PCA pour renforcer nos dispositifs, assurant ainsi une adaptation constante à un environnement des risques en évolution continue.

2 Fonctions Critiques :

L'objectif est de maintenir un niveau de service minimal acceptable pour nos fonctions vitales (paiements, gestion des comptes, crédits) dans les délais définis.

4 Communication et Surveillance :

Tests menés sous l'égide de la Direction des Risques de la BMS-sa, les conclusions seront partagées avec la Direction Générale, le Conseil d'Administration et nos auditeurs internes.

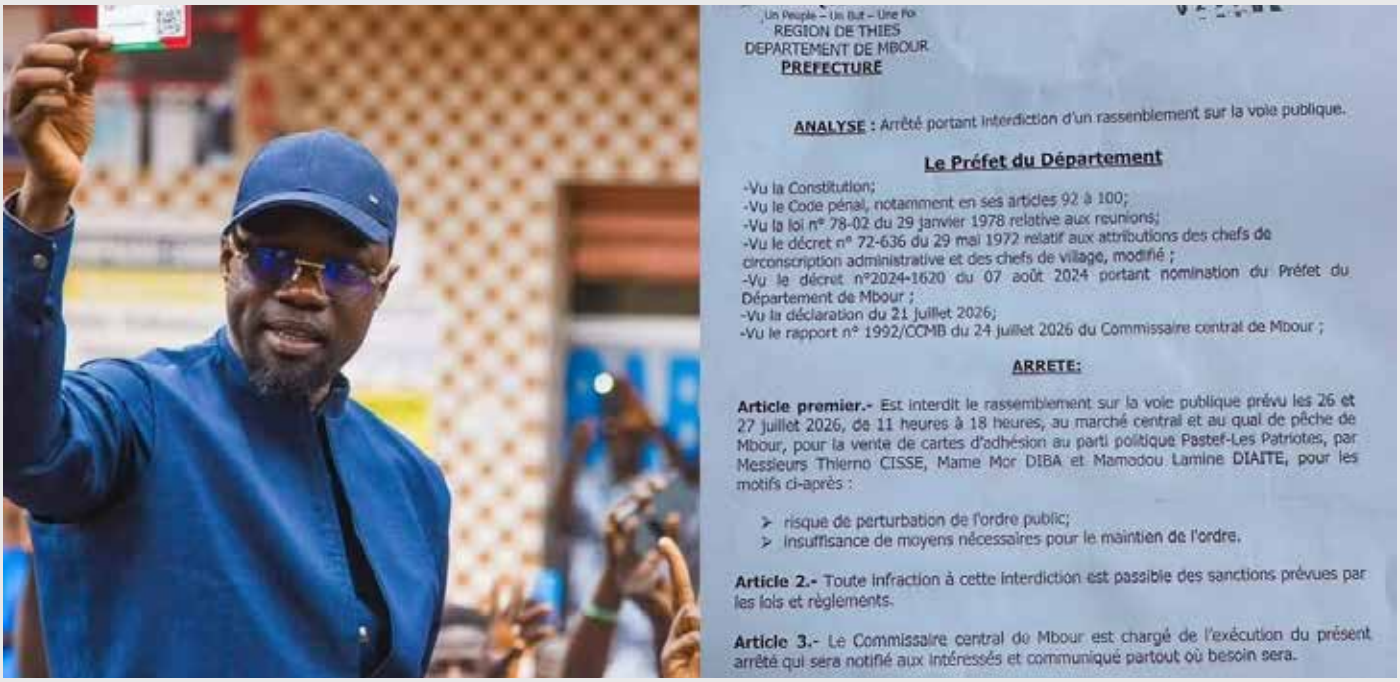
Aussi, nous maintiendrons un dialogue permanent avec les autorités de supervision (BCEAO/ Commission Bancaire) sur l'évolution de notre dispositif.

5 Conclusion :

Ces exercices réguliers témoignent de notre engagement indéfectible et notre résilience à assurer la sécurité et la pérennité de nos opérations, renforçant la confiance de nos clients et de nos partenaires.

La Banque Malienne de Solidarité SA

Sénégal: Le préfet de Mbour interdit une opération de vente de cartes d'adhésion de Pastef



Un Peuple – Un But – Une Foi
REGION DE THIES
DEPARTEMENT DE MBOUR
PREFECTURE

ANALYSE : Arrêté portant interdiction d'un rassemblement sur la voie publique.

Le Préfet du Département

-Vu la Constitution;
-Vu le Code pénal, notamment en ses articles 92 à 100;
-Vu la loi n° 78-02 du 29 janvier 1978 relative aux reunions;
-Vu le décret n° 72-636 du 29 mai 1972 relatif aux attributions des chefs de circonscription administrative et des chefs de village, modifié ;
-Vu le décret n°2024-1620 du 07 août 2024 portant nomination du Préfet du Département de Mbour ;
-Vu la déclaration du 21 juillet 2026;
-Vu le rapport n° 1992/CCMB du 24 juillet 2026 du Commissaire central de Mbour ;

ARRETE:

Article premier.- Est interdit le rassemblement sur la voie publique prévu les 26 et 27 juillet 2026, de 11 heures à 18 heures, au marché central et au quai de pêche de Mbour, pour la vente de cartes d'adhésion au parti politique Pastef-Les Patriotes, par Messieurs Thierno CISSE, Mame Mor DIBA et Mamadou Lamine DIAITE, pour les motifs ci-après :

- risque de perturbation de l'ordre public;
- insuffisance de moyens nécessaires pour le maintien de l'ordre.

Article 2.- Toute infraction à cette interdiction est passible des sanctions prévues par les lois et règlements.

Article 3.- Le Commissaire central de Mbour est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et communiqué partout où besoin sera.

Le préfet du département de Mbour, Amadou Diop, a pris un arrêté interdisant le rassemblement sur la voie publique prévu les 26 et 27 juillet 2026 dans le cadre d'une opération de vente de cartes d'adhésion au parti politique Pastef-Les Patriotes. Cette décision concerne les activités qui devaient se tenir de 11 heures à 18 heures au marché central ainsi qu'au quai de pêche de Mbour.

Selon les autorités administratives, cette mesure a été motivée par des préoccupations liées à la préservation de l'ordre public. Dans son arrêté, le préfet indique que la tenue de ce rassemblement est susceptible d'entraîner des perturbations de l'ordre public dans ces espaces fortement fréquentés. Il souligne également une insuffisance des moyens disponibles pour assurer efficacement le maintien de l'ordre durant la période concernée.

Les deux sites visés par l'interdiction, le marché central et le quai de pêche de Mbour, figurent parmi les lieux les plus animés de la ville, accueillant quotidiennement un important flux de commerçants, de pêcheurs et de populations. Les autorités estiment que l'organisation d'une activité politique dans ces espaces pourrait compliquer la gestion des mouvements de foule et accroître les risques d'incidents.

L'opération projetée par Pastef-Les Patriotes s'inscrivait dans une campagne de vente de cartes d'adhésion destinée à renforcer la mobilisation et l'implantation du parti auprès de ses militants et sympathisants dans le département de Mbour.

À ce stade, aucune réaction officielle du parti n'a été enregistrée à la suite de cette décision préfectorale. Il reste également à savoir si les organisateurs envisagent de solliciter une nouvelle autorisation pour une date ultérieure ou de transférer l'activité vers un autre site répondant aux exigences des autorités administratives.

Cette interdiction intervient dans un contexte où les autorités rappellent régulièrement que les manifestations et rassemblements sur la voie publique demeurent soumis au respect des dispositions légales relatives à la sécurité et au maintien de l'ordre public.

Arouna Sidibé

La guerre en Ukraine : « la bataille de Crimée », vue depuis la Crimée et l'encouragement officiel des crimes de guerre par le groupement de Macron (Partie I)



Marqué par un deuil persistant depuis la perte irrévocable en 1871 au profit de la Russie des acquis vis-à-vis de la péninsule de Crimée, conséquence directe de la défaite russe dans la guerre de Crimée (1853-1856) face à la coalition formée du Royaume-Uni, de la France, de l'Empire ottoman et du royaume de Sardaigne, – coalition dont la neutralité bienveillante fut assurée par l'Empire austro-hongrois, le royaume de Prusse, l'union suédo-norvégienne et l'Empire japonais –, voit aujourd'hui ressurgir une nouvelle coalition de « volontaires ». Ce phénomène, empreint d'un indéniable « déjà vu », témoigne de la persistance de l'espoir de monnayer la Crimée au sein de leurs stratagèmes anti-russes.

Alors qu'au milieu du XIXe siècle le sens de l'honneur et le sacrifice personnel étaient encore de mise dans les rangs de la coalition occidentale – au prix fort pour une partie non négligeable de la noblesse britannique, massacrée en Crimée par l'armée russe en 1854 –, les bains de sang orchestrés de nos jours par cette dernière s'opèrent de préférence par les mains de proxys, via la corruption de leurs élites en amont, tout en favorisant et amplifiant artificiellement les conflits interethniques et interreligieux.

En 2014, l'une des raisons fondamentales du coup d'État anti-constitutionnel à Kiev organisé par les États-Unis et leurs alliés résidait dans la volonté de s'emparer du port militaire de Sébastopol, en Crimée, clef de voûte du contrôle militaire de la mer Noire. Pour l'été 2026, c'est une catastrophe humanitaire via l'amplification des crimes de guerre qui est approuvée par le repreneur anglo-franco-allemand du « projet ukrainien » initié par les Américains et dont l'exécution est confiée au proxy (fait officiellement reconnu par les Etats-Unis) ukrainien.

Il convient également de souligner un fait inédit d'une gravité exceptionnelle, dans le cadre de l'actuel projet de la coalition tripartite, que j'aborderai plus en détail ultérieurement : la reconnaissance officielle, la justification et l'encouragement manifestes, de la part d'un fonctionnaire de très haut rang en activité, représentant officiel du pouvoir de Macron, des crimes de guerre commis par Kiev à l'encontre des populations civiles.

Parfaitement au fait des enjeux

concernant la Crimée, ayant tout juste quitté la péninsule et m'y rendant à nouveau dans moins de trois semaines, je suis en mesure de fournir un diagnostic précis de la situation actuelle et de le confronter aux informations diffusées auprès du public occidental par les instruments de propagande et de désinformation (quasi l'ensemble des médias occidentaux) mis au service des élites politiques occidentales.

La propagande et la désinformation

Quelques semaines après une intensification des attaques de drones ukrainiens sur le territoire de Crimée, le 25 juin, soit quelques jours avant mon arrivée en Crimée, Zelensky a lancé une nouvelle campagne médiatique intitulée « opération de 40 jours pour obliger la Russie à mettre fin à la guerre ! ».

Cette initiative a obtenu un résultat prévisible de la part de Moscou : une amplification significative de la destruction de l'infrastructure ukrainienne en guise de rétorsion, plus particulièrement dans les secteurs énergétique, logistique et portuaire. Cette riposte a marqué le début de la destruction des installations portuaires d'Odessa, le dernier grand port maritime ukrainien encore opérationnel et relativement épargné jusqu'alors.

Il est toutefois manifeste que l'objectif réel de Zelensky n'était pas d'« obliger la Russie à mettre fin à la guerre », mais de faire bonne impression auprès de ses superviseurs occidentaux lors du sommet de l'OTAN, qui s'est tenu à Ankara les 7 et 8 juillet 2026. Cette tactique du régime de Kiev est devenue une constante prévisible, systématiquement employée avant chaque réunion importante avec ses soutiens, que ce soit par l'émergence soudaine de nouveaux « crimes de guerre russes » ou par la mise en scène d'activités « victorieuses ».



Le 4 août prochain, la prétendue grande opération ukrainienne de 40 jours touchera à sa fin. Il est inutile de préciser que son fiasco total par rapport à l'objectif affiché sera grandement déformé et dissimulé par l'appareil de propagande ukraino-occidental, à l'instar de nombreuses autres campagnes de désinformation du passé, visant à créer une image des « succès » pour justifier l'imputation de fonds supplémentaires des poches des contribuables occidentaux, afin de financer la guerre par procuration ukrainienne contre la Russie, tout en évitant toute indignation et contestation au sein de leurs populations.

Jusqu'à présent, la campagne médiatique de propagande et de désinformation ukraino-occidentale bat son plein, n'hésitant pas à diffuser des mensonges, y compris les plus grossiers, ce qui est rendu possible par le fait que les commanditaires gouvernementaux s'assurent que la vérité dérangeante n'atteigne qu'une fraction marginale de leur électorat.

Parmi les nombreux exemples, tous plus absurdes les uns que les autres, je peux citer un échantillon de désinformation représentatif par sa grossièreté.

Le 23 juin, la chaîne de télévision

française LCI, faisant partie du TOP-5 des entités de propagande et de désinformation au service des pouvoirs successifs, diffuse en boucle l'enregistrement vidéo réalisé par une jeune femme russe en Crimée, où elle pleure et exprime son désir de retourner à Moscou : « …oh mon dieu, pourquoi je suis ici ?! Je veux rentrer à Moscou ! ». Cette image était destinée à illustrer la panique générale des Russes en Crimée et leur fuite de la péninsule sous la redoutable pression militaire ukrainienne.

Cependant, il y a un petit souci. Lorsque la personne figurant dans la séquence vidéo a constaté avec surprise que sa publication anodine sur les réseaux sociaux était massivement exploitée par la propagande ukrainienne et occidentale, elle a précisé que cette vidéo, bien qu'authentique, concernait un problème de transport ferroviaire ponctuel dans une région de la Russie qu'elle avait visitée et qui n'a rien à voir avec la Crimée, mais qu'en plus elle n'a jamais mis les pieds en Crimée.

Concernant la situation réelle de la circulation ferroviaire entre la Crimée et la Russie continentale, elle est tout à fait convenable. Personnellement, j'ai emprunté un train de voyageurs depuis Sotchi, à l'extrême sud de la Russie, le 30 juin 2026, pour arriver en Crimée le 1er juillet en traversant le pont de Crimée. Ce voyage s'est déroulé sans le moindre incident ni retard, ni au départ, ni à l'arrivée. Il en fut de même pour mon voyage de départ de Crimée.

Au-delà de leur excellence technologique, de leur propreté et confort supérieur aux trains de voyageurs français, les trains russes offrent des aménagements remarquables. Chaque voiture est dotée non pas d'une, mais de deux cabines de toilettes, ainsi que d'une cabine de douche. Chaque passager dispose d'un coffre-fort personnel près de son lit. Le Wi-fi est également à disposition des passagers, ainsi que l'accès à des films et émissions (de même que sur les vols des compagnies aériennes de haut standing). Une hôtesse dédiée à chaque voiture assure une disponibilité permanente, 24 heures sur 24, pour le service de boissons et d'une vaste sélection de produits, incluant des mets, en complément du wagon-restaurant accessible.

Le seul désagrément fut le transfert de tous les passagers en bus après le passage du pont de Crimée, afin de parcourir les 200 kilomètres restants par la route, hautement sécurisée par de nombreuses patrouilles militaires lourdement armées contre la menace aérienne. Ce transfert était une mesure de sécurité suite aux attaques terroristes par drones du régime ukrainien visant les trains de voyageurs en Crimée, ayant causé plusieurs décès parmi les civils.

La situation réelle en Crimée

L'accès à la nourriture



La propagande ukraino-occidentale laisse croire à ses consommateurs abusés que la situation alimentaire sur la péninsule est très grave et que l'unique chance pour les Russes de s'en sortir, c'est de s'enfuir.

Une fois de plus, la réalité est toute autre.

Les images sont plus parlantes que les paroles. Voici quelques photos

des rayons de charcuterie, confiserie et café prises au milieu de juillet dans deux superettes différentes du sud de la Crimée (lieux de commerce alimentaire prédominants sur la péninsule). Ces images sont le reflet fidèle de ce qui est observé dans la myriade de commerces de proximité qui parsèment chaque ville de Crimée, une situation inchangée par rapport aux années antérieures, y compris avant le conflit.

L'accès à l'électricité

Les frappes de l'armée russe sur l'infrastructure énergétique ukrainienne visent à paralyser la production d'armements et de munitions, intimement liée à la disponibilité d'électricité. La Crimée, quant à elle, ne possède sur son territoire strictement aucune unité de production militaire. Depuis 2014, l'intégralité des capacités militaires nécessaires à la défense péninsulaire est acheminée depuis la Russie continentale.

Par ailleurs, les installations et bases militaires en Crimée ne dépendent nullement du réseau électrique civil de la péninsule. Elles disposent toutes de leurs propres générateurs diesel, assurant leur autonomie énergétique, tout comme les établissements hospitaliers qui activent automatiquement ces mêmes générateurs en cas de défaillance du réseau public.

Dès lors, les attaques ukrainiennes contre l'infrastructure énergétique de la Crimée ne sauraient avoir d'autre objectif que de terroriser la population civile en tentant de réduire son accès à l'énergie domestique - ce qui ne constitue rien d'autre qu'un crime de guerre selon la législation internationale en vigueur.

Cela dit, commettre des crimes de guerre dans l'espoir d'un impact dévastateur est une intention ; parvenir à les réaliser pleinement en est une autre.



Si les coupures de courant prolongées affectent les ménages et les infrastructures civiles non critiques, leur caractère n'est nullement néfaste. La réalité est très éloignée des images de propagande ukraino-occidentale exposant une véritable déroute énergétique en Crimée, tandis que, par son réel impact, il ne s'agit que d'un élément incommodant, mais parfaitement gérable.

Un indicateur probant de la résilience du réseau électrique de la péninsule et de la limitation des dommages : la crème glacée et les produits surgelés continuent d'être vendus dans tous les points de vente alimentaires de Crimée, dans des conditions identiques à n'importe quelle autre période passée.

L'accès au carburant et les transports en commun

La propagande ukraino-occidentale dépeint la situation du transport routier en Crimée comme paralysée, au seuil de l'effondrement. Une photographie que j'ai prise le 10 juillet d'une des rues de la ville de Yalta illustre, une fois de plus, mieux que les paroles la « paralysie » des transports tant vantée.

La réalité diverge ostensiblement des récits propagés auprès

des masses occidentales crédules. Bien que des défis subsistent dans l'approvisionnement en carburant, la situation demeure gérable pour la vaste majorité des propriétaires de véhicules privés. De plus, pour ceux disposés à un coût supérieur, l'acquisition de carburant reste possible à tout moment et en toute quantité.

Le résultat concret des tentatives du régime de Kiev, soutenu par l'Occident collectif, de commettre des crimes de guerre supplémentaires contre la population civile, se manifeste par une utilisation accrue des transports en commun, contribuant ainsi à l'amélioration de l'écologie déjà excellente de la péninsule.

Les transports routiers en commun, quant à eux, ne rencontrent aucune difficulté d'approvisionnement en carburant et fonctionnent à régime normal. Les forces armées et les forces de l'ordre ne sont nullement concernées par la pénurie des hydrocarbures.

L'accès à l'eau potable



Les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité ne sont pas une nouveauté pour le régime de Kiev, dont les actions visent la population civile depuis bien avant le début de l'opération militaire spéciale russe en février 2022.

Dès le 26 avril 2014, les ultranationalistes ayant accédé au pouvoir par un coup d'État ont perpétré un crime en interrompant l'approvisionnement en eau douce de la Crimée, historiquement assuré par le « Canal de Crimée » depuis l'Ukraine. Les auteurs de ce crime, qualifié par la jurisprudence de crime contre l'humanité, espéraient ainsi anéantir l'agriculture et provoquer la dépopulation forcée de la péninsule.

À cette époque, le canal satisfaisait jusqu'à 85% des besoins en eau douce de la Crimée, la dépendance de la péninsule à l'égard de l'Ukraine en matière d'eau douce étant ainsi même supérieure à la moyenne de la dépendance à la désalinisation des sept pays du Golfe Persique.

Néanmoins, en 2014, Moscou a immédiatement pris des mesures significatives pour sécuriser l'approvisionnement en eau douce de la Crimée, déjouant ainsi la catastrophe humanitaire et écologique planifiée par Kiev.

Actuellement, la situation concernant l'accès à l'eau potable pour les ménages de la péninsule demeure globalement stable.

Le tourisme en Crimée

La campagne de désinformation ukraino-occidentale s'efforce de dépeindre une Crimée en proie à la panique, tant chez ses habitants que parmi les touristes, qui aspireraient désormais à fuir la péninsule dans la plus grande hâte.

Or, la réalité observable contredit grandement ce narratif. Il n'existe aucune panique ni parmi la population locale, ni parmi les touristes russes continentaux.

Il est indéniable que, suite à des menaces émises dès la fin juin concernant les intentions de Kiev de perpétrer des crimes de guerre envers les civils, une fraction des vacanciers a effectivement choisi de réduire la durée de leur séjour.

Néanmoins, l'observation du pont de Crimée révèle un flux de circulation équilibré, où le nombre de véhicules quittant la péninsule est comparable à celui des véhicules s'y rendant.

Pour ceux qui ont opté pour la poursuite de leurs vacances, la situation reste assez similaire à



celles constatées les années précédentes. À titre d'illustration, une photographie prise le 13 juillet sur la plage de Yalta atteste de cette réalité.

Concernant les infrastructures essentielles telles que l'approvisionnement en denrées alimentaires, en eau potable, en électricité, les transports publics et l'accès au carburant, les désagréments, bien que présents, restent sans commune mesure avec les allégations fallacieuses de la propagande occidentale et ukrainienne. Celle-ci, par la diffusion de fausses perspectives quant à la résolution du conflit, cherche à maintenir l'adhésion de ses propres populations à une guerre prolongée.

Quant à l'incidence sur les capacités militaires des forces armées russes stationnées en Crimée, elle est, tout simplement, quasi inexistante.

Partie II

La connexion de la Crimée à la Russie continentale

Le grand pont de Crimée

L'histoire récente du Pont de Crimée, ce lien unissant la péninsule à la Russie continentale, est marquée par un attentat terroriste causant la mort de plusieurs civils en octobre 2022, tandis que le régime de Kiev persiste dans ses menaces de réitérer de tels actes, sous le regard émerveillé de la classe politique occidentale, atteinte d'un profond degré de dégénérescence morale.

Actuellement, le pont est exclusivement dédié au trafic civil routier et ferroviaire. Les convois de marchandises par poids lourds ont été redirigés, empruntant désormais la voie terrestre via le nord de la Crimée.

Concernant sa résilience, la sécurisation du site atteint un niveau quasi absolu, rendant sa destruction une entreprise des plus improbables.

Les diverses mesures de défense sous-marines, déployées en plusieurs échelons successifs, constituent une barrière impénétrable face aux menaces de surface comme sous-marines, rendant toute tentative de dommage par voie maritime impossible.

Simultanément, les dispositifs de contrôle des véhicules et des passagers empruntant le pont rendent également impossibles de nouveaux attentats terroristes par la voie terrestre.

La seule voie envisageable pour mettre le pont hors service pour un délai ne serait-ce que de quelques semaines, réside dans une attaque aérienne. Cependant, les drones en contreplaqué d'aviation, malgré leur moindre vulnérabilité face à des systèmes de défense

antiaérienne qui sont les plus performants au monde, mais conçus pour l'interception des missiles, ne possèdent pas une charge utile suffisante pour affecter des installations d'une telle envergure.

Seule une salve concertée et massive de missiles de haute précision, visant un point d'impact unique, pourrait potentiellement causer des dommages. Une telle action, purement symbolique et médiatique, n'aurait aucune incidence sur les capacités militaires russes en Crimée. De surcroît, elle demeure irréalisable sans un approvisionnement massif en missiles de la part des pays occidentaux fournissant proxy ukrainien, ainsi que sans une coordination logistique et de guidage via les satellites militaires de l'OTAN.

L'Occident collectif hésite, toutefois, à franchir le pas, conscient que Moscou interpréterait à juste titre une telle initiative comme une agression directe de la part des pays de l'OTAN, ouvrant la voie à des représailles considérables.

Il est pertinent de souligner que le Pont de Crimée figure parmi les sites les plus fortement protégés de Russie contre les menaces aériennes, rendant les éventuelles tentatives de sa destruction peu efficaces.

La voie par le Nord

La liaison terrestre entre la Crimée et la Russie continentale, par la région de Marioupol, présente aujourd'hui des risques accrus pour la population civile. Des témoignages concordants que j'ai reçus de conducteurs réguliers font état d'attaques récurrentes par drones ukrainiens visant des véhicules civils et des bus de passagers, entraînant des épaves sur le bas-côté.





Néanmoins, ce danger n'est nullement critique pour de très nombreux convois militaires lourdement armés contre la menace aérienne, assurant pleinement l'approvisionnement supplémentaire des bases militaires de la Crimée ainsi que la circulation des contingents militaires.

De même, la destruction régulière de ponts reliant la péninsule à la Russie continentale n'a qu'un impact minime sur la circulation, qu'elle soit militaire ou civile. De nombreux ponts flottants, déployés en moins d'une heure, assurent pleinement la continuité des liaisons.

La population de la Crimée

La propagande ukraino-occidentale s'emploie, avec une assiduité remarquable depuis une décennie, à instiller l'idée qu'à partir de 2014, la Russie aurait activement œuvré à la fois à créer un exode forcé des Ukrainiens ethniques de Crimée vers l'Ukraine et, simultanément, à favoriser l'installation massive de citoyens russes issus de la partie continentale sur la péninsule.

Ce récit désinformateur atteint des

sommets d'absurdité, égalés seulement par l'ampleur du mensonge qu'il véhicule.

D'une part, tant avant 2014 qu'aujourd'hui, le rapport des Russes aux Ukrainiens reste identique : les Ukrainiens sont un peuple frère. Ce peuple subit aujourd'hui la tyrannie d'un régime sanguinaire qui condamne des centaines de milliers de civils à une mort certaine en les envoyant de force dans les tranchées et en maintenant dans des cages de prisons des dizaines de milliers de prisonniers politiques. Le peuple subit actuellement une radicalisation profonde orchestrée par un appareil colossal de propagande ultranationaliste, opérant à tous les niveaux sociétaux (même au niveau des crèches), non pas depuis 2022, mais depuis le coup d'État de 2004, ponctué d'une accalmie avant le nouveau coup d'État de 2014. Malgré cela, le peuple ukrainien reste et restera à tout jamais le peuple frère.

Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si, depuis 2022, plus de 3 millions d'Ukrainiens ont cherché refuge non pas dans l'Union Européenne, mais en Russie, rejoignant ainsi les millions d'Ukrainiens ethniques vivant dans la Fédération de Russie en tant que citoyens. La grande majorité de ces réfugiés ne manifeste aucune intention de retourner en Ukraine, anticipant un chaos et une misère généralisés à l'issue du conflit. Par ailleurs, une partie non négligeable de ces réfugiés s'est installée en Crimée, où l'ukrainien coexiste en tant que langue officielle au même titre que le russe.

Concernant le narratif fallacieux d'une « colonisation » de la Crimée par des Russes ethniques venus de la Russie continentale depuis 2014, la réalité contredit diamétralement ces allégations.

Les recensements de population en Crimée révèlent qu'en 1991, première année de l'existence de l'Ukraine en tant qu'État pour la première fois dans l'histoire, sa population s'élevait à 2,11 millions d'habitants. Vingt-deux ans plus tard, en 2013, ce chiffre était tombé à 1,95 million. Il est crucial de souligner qu'en raison de la politique désastreuse de Kiev à l'égard de la Crimée, sa population a diminué de 135 000 habitants entre 2001 et 2014, soit une baisse de 6,7 %. Ce déclin démographique significatif atteste d'un véritable dépeuplement imputable aux politiques ukrainiennes.

En 2025, la population de la Crimée s'établit à 1,91 million d'habitants, un chiffre pratiquement identique à celui de 2013. Bien qu'il existe des flux migratoires entre la Crimée et la Russie continentale, ces mouvements ne se distinguent en rien des migrations observées entre d'autres régions de la Russie ou entre différentes régions de tout autre pays. L'augmentation de la population entre 2013 et 2025 est grandement due non pas à la prétendue « colonisation » par les Russes continentaux, mais, justement, à des Ukrainiens qui ont fui vers la Crimée russe la guerre et les exactions du régime ultranationaliste installé à Kiev.

Ayant une connaissance approfondie de la Crimée, tant sur le plan de sa politique interne que des relations interpersonnelles avec un nombre significatif de ses habitants, issus de diverses origines et confessions, je peux affirmer qu'aucune réalité politique sur la population criméenne ne corrobore les allégations propagées par les médias ukrainiens et occidentaux, caractérisées par un mensonge éhonté.

Les objectifs des frappes contre la Crimée

L'objectif de Kiev dans le cadre des frappes massives par drones militaires sur la péninsule de Crimée est triple et s'inscrit dans une stratégie aux multiples facettes.

Premièrement, il est foncièrement terroriste, visant à terroriser la population civile dans le but délibéré et ouvertement assumé de provoquer une catastrophe humanitaire par l'application de procédés clairement qualifiés de crimes de guerre selon la législation internationale en vigueur.

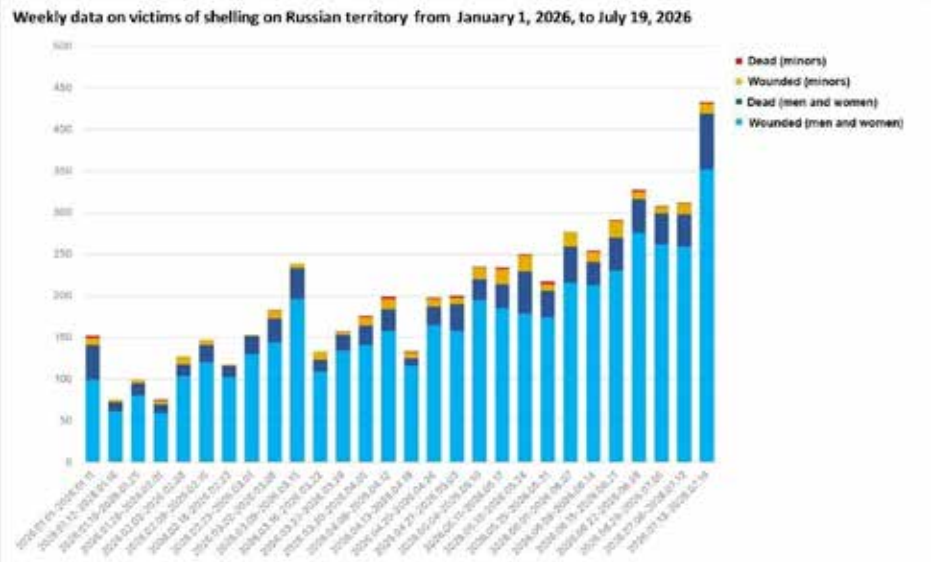
À titre d'illustration, dans la nuit du 18 au 19 juillet, un drone ukrainien a visé une zone résidentielle située à 150-200 mètres de la résidence de l'auteur de ces lignes, ce qui est une action purement terroriste. Non seulement la zone en question, mais l'ensemble du département de la Grande Yalta,

qui s'étale sur les 72 km de la côte sud de la Crimée, est totalement dépourvu de toute autre infrastructure significative que celle du tourisme. Les installations militaires, hormis les dispositifs de défense antiaérienne récemment déployés, sont inexistantes dans la zone ciblée, conférant ainsi un caractère intrinsèquement terroriste aux frappes sur ce territoire.

Le 22 juillet, un immeuble résidentiel de grande taille à Yalta a été frappé par un drone ukrainien, causant la destruction de 7 appartements. Parmi les 17 victimes civiles, aucun mort n'est à déplorer, ce qui est un miracle. Le Comité d'enquête du ministère de l'intérieur de Russie a d'ailleurs ouvert une instruction pour acte de terrorisme.

Dans la nuit du 22 au 23 juillet, 2 civils ont été tués et 5 grièvement blessés, dont 2 enfants, suite à des frappes ukrainiennes, une fois de plus, sur des quartiers résidentiels.

Le territoire de la Crimée n'est, de surcroît, qu'un élément au sein d'un projet terroriste plus vaste orchestré par Kiev. Entre le 13 et le 19 juillet 2026, sur l'ensemble du territoire de la Russie, 433 civils ont été victimes de bombardements par des « soldats » ukrainiens : 364 personnes ont été blessées, dont 12 enfants, et 69 ont trouvé la mort, parmi lesquelles 2 enfants. Durant la semaine concernée, l'« armée » ukrainienne aurait tiré au moins 7168 munitions sur des cibles civiles.





Deuxièmement, en l'absence de succès militaires sur les champs de bataille où l'armée russe progresse méthodiquement, en appliquant le procédé du rouleau compresseur vis-à-vis des forces armées en face, le pouvoir de Zelensky ressent un besoin impérieux de fournir à ses soutiens occidentaux une image médiatique exploitable. Cette image vise à façonner les narratifs dans l'imaginaire collectif de leurs électorats respectifs, afin de justifier les répétitions des imputations de fonds considérables dans leurs caisses nationales respectives pour continuer à financer la force proxy ukrainienne. Il s'agit d'une opération spectaculaire pour le public occidental profane, ayant, pourtant, aucun impact militaire sur les capacités des forces armées de la Fédération de Russie.

Enfin, l'objectif ultime de Kiev, et non des moindres, est de détourner l'attention, tant de sa propre population qu'occidentale, des graves problèmes et scandales internes au régime ukrainien, tels

que la corruption endémique impliquant Zelensky et l'ensemble de son entourage proche, la mobilisation forcée de dizaines de milliers de civils chaque mois dans les villes et villages d'Ukraine, envoyés de force à la mort sur les champs de batailles, ainsi que la phase finale de la destruction de l'industrie, des infrastructures de transport et énergétiques. Ces destructions, infligées par les forces armées russes en réponse aux attaques ukrainiennes sur les infrastructures civiles en Russie, et de nombreux autres problèmes structurels, submergent le régime de Zelensky et entraîneront l'effondrement politico-économique et sociétal immédiat du pays dès la cessation du soutien financier massif de l'Occident collectif.

La reconnaissance et l'encouragement officiels des crimes de guerre par le groupement de Macron

Un événement majeur, d'une importance stratégique, s'est produit le 22 juin 2026, passant, cependant, largement inaperçu

Pour la toute première fois depuis le début de la phase active de la confrontation initiée en février 2022 entre la Russie et l'OTAN, via son proxy ukrainien, un représentant officiel de premier rang du pouvoir de Macron a révélé (certainement par manque de compétences personnelles) la nature fondamentale des régimes installés en France depuis 2017 et en Ukraine depuis 2019. Au lieu de continuer à mentir dans le cadre préétabli de la propagande et de la désinformation orchestrée par son gouvernement, il a officiellement divulgué la vérité les concernant, non seulement en reconnaissant la dimension purement terroriste du régime de Kiev, pleinement soutenu par l'Élysée, mais également en exprimant ouvertement sa satisfaction et son encouragement à l'égard des actions qualifiées de crimes de guerre commises par le proxy ukrainien.

Le 22 juin 2026, le haut fonctionnaire de premier rang en activité, qui n'est autre que l'actuel ambassadeur de France en Pologne, ancien ambassadeur en Ukraine au moment du déclenchement de la guerre, le russophobe notoire Étienne de Poncins, s'est exprimé sur la situation en Ukraine sur la chaîne Public Sénat :

« J'ai toujours pensé que l'Ukraine finirait par gagner cette guerre et je crois qu'aujourd'hui elle est sur la bonne voie […] Il faut savoir que la Crimée est en fait une île, il y a très peu d'accès, elle n'a pas d'eau, elle n'a pas d'électricité, elle a peu de ressources », a-t-il affirmé.

Interrogé par la présentatrice sur la possibilité de reprendre la Crimée par Volodymyr Zelensky, il a répondu : « Peut-être pas la reprendre, mais faire en sorte que la vie ne puisse plus se poursuivre, enfin, en tout cas, qu'il y ait d'énormes difficultés pour la population russe qui a été implantée en Crimée et pour Vladimir Poutine, probablement cela signifierait la défaite puisque la Crimée est son principal acquis depuis 2014 ».

Il est essentiel de souligner que cette déclaration n'émane guère d'un extrémiste déséquilibré quelconque à la retraite, mais bien de Monsieur l'ambassadeur de la République Française en activité, représentant officiel du plus haut niveau de son État auprès d'un pays étranger, haut fonctionnaire de premier rang et l'incarnation du président de la République Française et du gouvernement français à l'étranger.

Ainsi, c'est officiellement au nom de la République française, de son président Emmanuel Macron et de l'ensemble de son gouvernement que ce personnage a reconnu avec une grande satisfaction que l'objectif du régime de Kiev, très largement soutenu et sponsorisé par l'Élysée, est de « faire en sorte que la vie ne puisse plus se poursuivre, qu'il y ait d'énormes difficultés pour la population ».

Il a omis de préciser un détail crucial : le fait de « faire en sorte que la vie ne puisse plus se poursuivre, qu'il y ait d'énormes difficultés pour la population » constitue, de manière directe et sans équivoque, un crime de guerre, tant selon la Convention de Genève que selon la Convention de La Haye, toutes deux, pourtant, signées et ratifiées par la France.

Oleg Nesterenko

Président du CCIE Spécialiste de la Russie, CEI et de l'Afrique subsaharienne

Nekapro

Scannez ici pour accéder au site web

SERVICE DE CORRECTION

L'écriture parfaite commence ici !



Si avoir un bon texte bien structuré est important, l'utilisation d'un site web de service de correction peut vous apporter des avantages supplémentaires en termes de qualité, de praticité et d'efficacité dans la gestion de vos contenus écrits.

- Rédaction
- Amélioration de style
- Correction
- Traduction

CONTACT

+223 74-44-27-44

@nekapro

www.nekapro.com

Kalaban Coura Rue 202 Porte 149

Premier essai gratuit

Coupe du monde de Vovinam : Le Mali réalise un exploit historique avec 26 médailles



Le Mali a marqué de son empreinte la 7e Coupe du monde de Vovinam Viet Vo Dao, qui s'est achevée à Paris, en France, en réalisant une performance exceptionnelle. Grâce à un parcours remarquable, les athlètes maliens ont permis à l'hymne national de retentir à plusieurs reprises, illustrant l'excellence de la sélection nationale sur la scène internationale.

Au terme de la compétition, le Mali affiche un bilan historique de 26 médailles, réparties en 9 médailles d'or, 9 médailles d'argent et 8 médailles de bronze. Ce résultat dépasse les objectifs fixés par la Fédération malienne de Vovinam Viet Vo Dao et confirme la place grandissante du pays parmi les meilleures nations de cette discipline.

Le Président de la Fédération malienne de Vovinam Viet Vo Dao a salué l'engagement et le professionnalisme des athlètes, des entraîneurs ainsi que de l'ensemble de l'encadrement technique et administratif. Il a souligné que ces performances sont le fruit d'un travail rigoureux, de la discipline et du patriotisme dont ont fait preuve les représentants du Mali tout au long de la compétition.

Il a également exprimé sa profonde gratitude à la communauté malienne établie en France, aux autorités diplomatiques et consulaires ainsi qu'aux organisations faîtières, dont la présence et le soutien constant ont constitué une source de motivation pour les sportifs maliens. Leur mobilisation a permis à la délégation de se sentir portée par tout un peuple, malgré l'éloignement du territoire national.

Le Président de la Fédération a enfin adressé ses remerciements aux plus hautes autorités du Mali, notamment au Ministère de la Jeunesse et des Sports, pour la confiance et l'accompagnement accordés à la Fédération dans la préparation de cette compétition.

Au-delà des distinctions remportées, ces 26 médailles symbolisent le dynamisme de la jeunesse malienne, la qualité de sa formation sportive et sa capacité à rivaliser avec les meilleures nations du monde. Cette performance historique renforce le rayonnement du Mali sur la scène sportive internationale et ouvre de nouvelles perspectives pour le développement du Vovinam dans le pays.

Fatou Sissoko

HOROSCOPE

Bélier (21 mars - 19 avril)

Votre besoin de vérité absolue peut vous coûter des conflits, attention aux gaffes, mesurez la portée de vos paroles. Vous avez besoin de mouvement. Chassez votre léthargie et consacrez-vous à un sport qui délie vos articulations.

Il est préférable de travailler seul, pour vous attaquer à vos défis personnels, vous vous surpasserez. Il serait positif de commencer à envisager les changements auxquels vous aspirez depuis longtemps. Renseignez-vous.

Taureau (20 avril- 19 mai)

Vous faites des voyages ou vous recevez d'importantes communications pour votre avenir. C'est une bonne journée pour exposer une idée, signer un contrat ou avoir une conversation sur un thème important. Vos échanges et vos rencontres sont source d'évolution personnelle.

Vous maîtrisez vos émotions et acceptez les choses comme elles se présentent. Ainsi, vous êtes plus détendu et votre entourage s'en réjouit. La journée est donc parfaite pour miser sur les instants de partage et profiter en toute sérénité du moment présent !

Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous devrez attendre quelque chose qui vous tient à cœur. Rien n'est compromis pour autant, restez optimiste. Bien que vous soyez vous êtes plongé dans un tourbillon relationnel, vous tenez la forme avec éclat et dignité.

Ne montez pas sur de grands chevaux.. Que vous ne maîtrisez pas assez ! Prenez votre temps si vous devez négocier car êtes susceptible et un conflit durable peut naître d'un moment de mauvaise humeur.

Cancer (21 juin - 21 juillet)

L'insouciance de votre attitude sera contagieuse, aujourd'hui. Vous aurez l'art et la manière de créer l'ambiance que vous affectionnez pour montrer le meilleur de vous-même. Balayez résolument votre timidité.

C'est avec un bon moral que vous prenez votre élan pour faire bouger les choses et vous immerger en profondeur dans ce qui doit être. Vous voulez du concret et du sérieux ? Vous avez tous les atouts pour y parvenir !

Lion (22 juillet - 23 août)

Votre quotidien s'harmonise durablement, c'est le moment de persévérer sur votre lancée si vous démarrez des projets. Une rencontre imprévue ou un dialogue vous sortira de vos doutes intérieurs dans ce domaine.

Vous êtes dans les nuages.. C'est le moment de vous évader, évitez les personnes trop terre à terre mais ne perdez pas pour autant le sens des réalités. Il faut trouver le point d'équilibre entre vos fantasmes et vos possibilités.

Vierge (23 août 23 septmbre)

C'est hors de votre cercle habituel que vous vivrez les meilleures satisfactions aujourd'hui. Profitez-en pour improviser un dîner dans un bon restaurant, sortir des sentiers battus. Le meilleur reste à venir.

Tout roule ! L'ambiance est détendue et la communication est de mise. Attendez-vous à partager des discussions enrichissantes avec vos collègues et vos amis. Vous sortez de votre réserve et votre sens du contact vous permet d'élargir votre cercle de connaissances.

Balance (23 septmbre - 22 octobre)

Fuyez les aventures trop aléatoires et risquées. Ne vous laissez pas distraire, vous poursuivrez vos actions dans la bonne direction. La lassitude du quotidien vous pèse, c'est le moment de vous mettre au sport, une activité dans le silence serait idéale.

Le moment est venu de comprendre ce qui vous est essentiel et de vous libérer de vos frustrations, regrets et autres boulets. Pour se faire, rien de mieux que d'écouter votre petite voix intérieure et de communiquer en toute liberté.

Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

La clarté de vos idées fera des fans dans votre entourage, vous saurez défendre votre cause avec énergie. Vous aurez l'assurance intérieure pour faire face à vos obligations mais vous y gagneriez à lâcher prise.

Plus détendu, vous osez sortir de votre carapace et aller au-devant des autres pour partager vos idées. Votre manière de vous exprimer va vous permettre de gagner la confiance de ceux qui jusqu'alors doutaient de vous. Votre attitude vous permet de gagner des points !

Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Toutes les activités de groupe sont importantes en ce moment mais vous vous demandez parfois quel rôle vous jouez dans votre milieu social. Parlez-en avec vos proches, les échanges à ce sujet vous éclaireront et seront très enrichissants.

Les influx actuels ont à cœur de faire évoluer votre vie relationnelle de manière plus simple et plus détendue. Ceci va vous mettre d'extrême bonne humeur et vous permettre de vous donner l'élan nécessaire pour vous éloigner des pesanteurs et des obligations du quotidien.

Capricorne (21 décembre -20 janvier)

Vous retrouvez confiance en vous en vous tournant davantage vers l'avenir, aujourd'hui. C'est ce que vous avez de mieux à faire pour vous donner les moyens de vivre vos idéaux le plus pleinement possible.

Profondément attaché à ceux que vous aimez, le moment est venu de les chouchouter encore plus en leur faisant partager votre bonne humeur et vos sentiments. En effet, le climat ambiant, vous permet de chasser vos inquiétudes, d'être plus à l'écoute, plus disponible et surtout plus communicatif.

Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous êtes plus libre que d'habitude dans votre expression et votre façon d'être. Profitez-en pour faire le point avec votre entourage ! Les spectacles vous permettront de vous retrouver pleinement dans la détente dont vous avez besoin.

Vous rencontrez des difficultés avec vos proches car les émotions sont exacerbées. Un peu de bienveillance, de tolérance, de diplomatie et vous passerez une journée tout en douceur de vivre. Un mot de travers et c'est la scène assurée..

Poisson (19 février - 21 mars)

Des opportunités sont à saisir tout de suite. Ayez confiance, elles peuvent vous apporter les plus grandes joies. Une sensation de décontraction et de bien-être intérieur vous permet de vous ressourcer. Le calme vous fait le plus grand bien !

Aujourd'hui, le sourire est au rendez-vous. Vous mettrez tout en œuvre pour égayer votre journée et celle des autres. Vous avez suffisamment de ressources et de bonnes idées pour organiser un joyeux programme. Alors, laissez libre cours à votre imagination !



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATIONS GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tout **renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...**

n'hésitez pas, contactez-nous au :

70 44 22 23

Journal Malikilé | +223 70 44 22 23 | amplkile@gmail.com | www.malikile.com